La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

19 février 2016 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

Les pays impérialistes n'aident pas la population syrienne, ils la tuent.

La guerre en Syrie semble être arrivée à un tournant. Soutenue par les bombardements russes, l'armée d'Assad, que l'on donnait battue il y a quelques mois, est maintenant en bonne posture pour reprendre Alep, la seconde ville du pays. A la faveur de ce retournement de situation, les milices kurdes reprennent elles-aussi du terrain et avancent vers les territoires occupés par l'État islamique, aux dépens des milices sunnites. Mais les Kurdes, soutenus par les États-Unis, se font maintenant bombarder par la Turquie, qui craint par dessus tout qu'un État kurde voie le jour à ses frontières. Et ce n'est pas la première fois que les « alliés » des occidentaux contre l'État islamique se tirent les uns sur les autres… La population syrienne, elle, se retrouve bombardée de tous les côtés, par l'armée d'Assad, par les avions russes, américains, français, anglais et maintenant saoudiens. Elle n'a d'autre option que de fuir, ce que recherchent probablement Assad et ses alliés russes, afin d'exporter le problème en augmentant le flux de réfugiés.

Le silence relatif des États-Unis, en particulier face à l'intervention russe, montre qu'un changement de stratégie est à l'œuvre depuis plusieurs mois.

Lorsque les révoltes du printemps arabe ont touché la Syrie, les pays impérialistes y ont vu une bonne occasion de faire tomber le régime Assad pour le remplacer par un régime à leur botte. De leur côté, les puissances régionales rivales, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar, espéraient que la chute d'Assad leur permettrait d'étendre leur zone d'influence et ont largement soutenu les groupes djihadistes, dont l'État islamique, qui en est sorti renforcé au point que l'on sait aujourd'hui. De son côté, Assad a pu compter sur le soutien de l'Iran, de la Russie et du Hezbollah libanais pour défendre son pouvoir par les armes.

C'est ainsi que la contestation légitime de la dictature d'Assad a été transformée en vraie guerre civile.

Les États-Unis et les pays européens ont attendu que la situation décante, en soutenant l'opposition à Assad, sans pour autant directement intervenir. Cela a affaibli le régime d'Assad, mais cela n'a pas suffi à le faire tomber. Il est probable que les puissances impérialistes ne souhaitaient pas renouveler l'expérience catastrophique de la Lybie où l'élimination de Kadhafi a créé un vide de pouvoir et un chaos qui continue encore aujourd'hui. Et aucun pays occidental n'est prêt à se lancer dans un nouveau bourbier comme en Afghanistan ou en Irak.

La montée en puissance de l'État islamique a changé la donne. Soutenu plus ou moins directement par l'Arabie Saoudite et la Turquie, le groupe avait de gros moyens militaires qui lui ont permis de menacer de prendre le pouvoir dans la région. Les pays impérialistes auraient pu s'en arranger, comme ils se sont arrangés de toutes les dictatures les plus sanglantes, sur tous les continents. Mais Daesh s'est avéré incontrôlable. Après les assassinats mis en scène de façon atroce, et après les attentats qui ont frappé l'Europe, il n'était plus possible pour les puissances étrangères de nouer alliance avec ce groupe.

L'extension du conflit hors des frontières, la menace d'un déséquilibre qui s'étend aux pays voisins, l'exode de réfugiés jusqu'en Europe, tout cela imposait aux États-Unis et à leurs alliés de trouver une manière de sortir de la crise, et il était clair que les bombardements n'allaient pas suffire.

Or, aucun groupe d'opposition à Assad ne s'était montré capable d'être une alternative crédible, incapables qu'ils étaient de surmonter leurs divisions.

Finalement, le régime d'Assad a résisté mieux que prévu et les États-Unis n'ont finalement que lui pour rétablir un semblant d'ordre dans le pays. C'est là que les Russes entrent en scène. Il est évident qu'ils n'ont pas pu intervenir aussi massivement et amener sans encombre autant d'hommes et de matériel sans l'accord des Américains. En remettant Assad en selle, les Russes le positionnent comme la seule option face à l'État islamique ; les États-Unis et les pays européens n'ont plus qu'à protester hypocritement pour masquer leur volte-face.

La guerre n'est pas finie, mais on peut déjà dire qu'elle n'aura rien changé ! Assad-père était déjà le gendarme de la région, faisant régner l'ordre en Syrie comme au Liban. Les dirigeants des pays occidentaux ont tenté de faire tomber le fils, ils n'y sont pas arrivés. Pour eux, ce n'est qu'un coup raté, mais pour la population syrienne, cela a signifié 260 000 morts, des millions de déplacés, de vies et de familles brisées.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Sous-effectifs permanents

Depuis des années, les heures supplémentaires prestées dans toute la STIB correspondent à plusieurs centaines d'équivalents temps plein. Cette politique d'économie par le sous-effectif permanent est d'autant plus choquante que le chômage est massif. Exigeons l'embauche immédiate pour compléter les effectifs !

Bla-Bla sur les reconversions

Il y a un plan de reconversion des inaptes et un comité qui se réunit, mais il n'y a aucun poste à pourvoir et les directions n'en ouvrent pas. Pour masquer son refus de reclasser les inaptes, la direction parle de « respect », « d'ouverture au dialogue », « d'être à l'écoute », et même « d'introspection ». Tout ce bla-bla moralisateur pour faire diversion. Des postes de reclassement pour nos collègues inaptes, pas de leçons de savoir-vivre !

Pipotron patronal

En réponse aux questions syndicales sur les définitions et les classifications de fonctions, le président du Conseil d'Entreprise a demandé « que le management fasse clairement savoir aux agents ce qu'ils doivent faire ». Eh quoi, comme si nous ne connaissions pas notre métier après des années d'expérience !

En douce…

Sous prétexte que la classification n'est pas terminée mais en phase de négociation, la direction refuse de communiquer aux représentants syndicaux les nouvelles définitions de fonctions. Mais alors, avec qui la direction négocie-t-elle? Avec les permanents syndicaux qui ne rendent aucun compte aux travailleurs !

… ils nous poussent

La direction prétend que la nouvelle classification de fonctions n'est pas terminée et donc pas applicable. En réalité, les nouvelles fonctions sont déjà entrées en vigueur pour certains agents. De plus, au fil du temps, des tâches s'ajoutent sans compensation. Exigeons la clarté sur les descriptions de fonctions et refusons toute augmentation de la charge de travail !

Hypocrisie patronale

La direction laisse en service des bus qui ne sont pas réglementaires et qui constituent un danger dans la circulation. Elle continue à établir des planchettes irréalisables sans excès de vitesse. Et elle a le culot de contrôler notre vitesse pour nous sanctionner sous prétexte de sécurité routière. En réalité, elle cherche surtout à diminuer la consommation de carburant et l'usure des véhicules. Roulons plus lentement et remplissons des bons de retard. Les économies faites doivent nous revenir en augmentation de salaire.

Tous ensemble ? Non !

Une manifestation a réuni 5000 travailleurs de la sidérurgie à Bruxelles le 15 février dernier… avec leurs patrons ! Évidemment, si les patrons envoient les salariés de leurs entreprises manifester, ce n'est pas pour augmenter les salaires ou réduire le temps de travail. Les patrons revendiquent d'être protégés par l'Europe contre les importations à bas coût en provenance de Chine et se posent en défenseurs des emplois européens. Ce sont ces mêmes patrons qui délocalisent, restructurent et licencient à tours de bras, qui réclament des baisses de charges sociales pour augmenter leurs profits sur le dos des travailleurs. Ce sont ces patrons qui se plaignent qu'il y a « trop d'État » et qui viennent maintenant pleurnicher auprès de l'État pour qu'il les protège contre plus fort qu'eux, avant de se retourner, demain, contre les ouvriers qu'ils ont mobilisés aujourd'hui. Les travailleurs n'ont pas à se laisser embarquer dans de telles mascarades !

Par ici messieurs…

Le taux actuel de l'impôt sur les sociétés est théoriquement à 34%, mais par un savant jeu de déductions, la plupart des grosses entreprises paient en réalité beaucoup moins. Le ministre des Finances, Van Overtveldt, ne propose ni plus ni moins que de mettre tout le monde à 20%. Ce sera « plus simple et plus juste » dit-il… Hypocrite !

Van Overtveldt a reçu le soutien inattendu du gouvernement américain qui se plaint que certaines déductions fiscales permettent aux entreprises US de ne payer d'impôts ni en Belgique, ni aux États-Unis ! Ainsi, au nom de la justice fiscale, tous les riches vont payer moins…

Sur le dos des usagers…

Le futur contrat de gestion de la SNCB prévoit une nouvelle hausse des tarifs, une baisse du nombre de trains, la fermeture de guichets et de gares. L'augmentation des prix dépasse l'inflation jusqu'à 4%, le prix augmentant notamment en fonction des horaires. Le service de 7 heures à 21 heures n'est plus garanti que sur les grandes lignes. Plusieurs gares sont vidées de leur personnel. Payer toujours plus cher un service à la collectivité de plus en plus dégradé, voilà la seule évolution possible en régime capitaliste. Pour développer les transports en commun en un instrument de liberté pour tous, il faudra que les travailleurs arrachent la direction de la société à la bourgeoisie capitaliste.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0489/806 120. Notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP